ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Prévoyance sociale et par le Ministre des Pensions, le 25 novembre 1980, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "fixant pour la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut du personnel de certains organismes d'intérêt public", a donné le 17 décembre 1980 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdelin wetgeving, tweede kamer, de 25e november 1980 door de Minister van Sociale Voorzorg en door de Minister van Pensioenen verzoch hun van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel be sluit "tot vaststelling voor de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen van de bijzondere bepalingen die er voorzien i de uitvoering van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut", heeft de 17e december 1980 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet d'adapter les dispositions de l'arrêté ministériel du 24 janvier 1975 aux dernières modifications du cadre organique de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie ainsi qu'à certaines modifications relatives à la carrière plane et à l'examen d'avancement aux grades du rang 22.

Un texte sera proposé ci-après pour l'ensemble du projet. On se bornera, ci-dessous, à énoncer les commentaires qui justifient ce texte proposé.

+

PREAMBULE.

Il convient de mentionner au préambule les différentes dispositions des arrêtés royaux servant de fondement au projet.

+

Aucune disposition ne requiert que l'arrêté ministériel en projet soit motivé.

Au surplus, le considérant que contient le préambule du projet ne peut s'analyser en une véritable motivation puisqu'il ne fournit pas la raison du projet.

+

La fin de l'alinéa 1er devrait être rédigée comme suit :

"... notamment l'article 1er, § 1er, I, 4°, et l'article 3, modifié par les arrêtés royaux du 20 août 1973, du 10 mai 1976 et du 13 septembre 1979;".

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Les mots "sans préjudice des dispositions statutaires d'ordre général, régissant la nomination aux grades considérés" sont superflus et doivent être omis. L'arrêté ministériel se borne à exécuter des dispositions de différents arrêtés royaux.

Article 3.

Afin de rendre les articles 4 et 5 plus lisibles, il s'indiquerait de compléter l'article en ce qui concerne les propositions.

Suivant les indications fournies au Conseil d'Etat, l'avis au personnel doit émaner de l'Administrateur général. Il conviendrait que cette précision soit donnée dans le texte.

Article 6.

Il va de soi que la date indiquée dans l'avis ne peut pas être choisie arbitrairement et qu'elle ne pourra pas être antérieure à la date à laquelle l'avis est porté à la connaissance des intéressés.

.../...

Article 9.

Il convient d'omettre la mention de secrétaire principal de direction. En effet, l'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 3 septembre 1979, règle la situation de l'agent secrétaire principal de direction.

Article 10.

Suivant les indications fournies au Conseil d'Etat la Commission prévue dans cette disposition est créée en vertu de l'article 66, alinéa 3, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat.

Il serait dès lors préférable que, ainsi qu'il sera proposé ci-après, le texte ne soit pas rédigé en des termes tels qu'on pourrait supposer que la Commission visée existe déjà.

Suivant les mêmes indications, les "techniciens" seraient en quelque sorte des experts, extérieurs à la Commission, voire à l'administration, qui assisteraient la Commission de leurs avis.

Article 13.

Aux termes de cet article, la première partie des dispositions du projet produit ses effets à partir du 1er novembre 1980. Cette rétroactivité n'est licite que dans la mesure où elle ne porte pas atteinte à des droits acquis.

.../...

La seconde partie produit des effets à dater du 1er janvier 1976. En raison de leur objet, ces dispositions ne paraissent pas porter atteinte à des droits acquis. Une telle rétroactivité ne peut cependant avoir qu'un caractère exceptionnel.

Le Gouvernement a communiqué au Conseil d'Etat les considérations d'ordre social qui l'expliquent.

En toute hypothèse, les mots "entre en vigueur" doivent être remplacés par "produit ses effets".

TEXTE PROPOSE.

"Le Ministre de la Prévoyance sociale,

Le Ministre des Pensions,

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 1er, § 1er, I, 4°, et l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 16 mars 1964 et 17 septembre 1969, notamment les articles 6, 20 et 72, § 2;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 16 mars 1964 et 17 septembre 1969, notamment les articles 29, 33, § 2, 35, 39, 64 et 66;

.../...

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat, notamment l'article 27 modifié par l'arrêté royal du 26 mai 1975;

Vu l'arrêté royal du 17 janvier 1977 fixant les attributions du Ministre des Pensions au sein du Ministère de la Prévoyance sociale, notamment l'article 3, § 2;

Vu l'arrêté royal du 15 novembre 1977 ...

Vu l'avis du conseil de direction de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie;

Vu l'avis du comité de gestion ...

Vu l'avis du comité de consultation syndicale ...

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 13 octobre 1980;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

ARRETENT :

Article 1er.-

Les grades énumérés dans la colonne 2 du tableau annexé au présent arrêté sont conférés suivant les modes de nomination et les conditions particulières que les colonnes 3, 4, 5, 6 et 7 de ce tableau énoncent en regard desdits grades.

.../...

Article 2.-

Le Ministre de la Prévoyance sociale et le Ministre des Pensions décident s'il y a lieu de pourvoir à un emploi vacant.

Article 3.-

L'Administrateur général porte à la connaissance des agents susceptibles d'être nommés, la vacance d'un emploi à conférer par changement de grade ou par promotion, par un avis au personnel remis à chacun d'eux avec accusé de réception.

Toutefois, dans les cas prévus à l'annexe pour les grades des niveaux 2, 3 et 4, l'Administrateur général fait des propositions qu'il notifie aux agents susceptibles d'être nommés.

Un exemplaire de l'avis au personnel ou de la proposition est envoyé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, aux agents qui sont temporairement éloignés du service pour quelque motif que ce soit.

Article 4.-

Les candidatures ou les réclamations contre les propositions visées à l'article 3, doivent être introduites dans les dix jours par lettre recommandée à la poste à l'Administrateur général ou remise au service du personnel avec accusé de réception.

.../...

La lettre de candidature datée et signée, dont il sera accusé réception, indique les nom, prénoms et grade du candidat ainsi que la direction ou le service dont celui-ci relève. Si l'avis au personnel le demande, la lettre de candidature contient, en outre, un exposé des titres que le candidat fait valoir.

Lorsqu'un emploi devient vacant durant l'absence d'un agent, cet agent peut introduire sa candidature préalablement à la déclaration de vacance de cet emploi. Cette candidature n'est valable que pendant un mois.

Article 5.-

Le délai de dix jours prévu à l'article 4, alinéa 1er, court à partir du premier jour ouvrable qui suit celui où l'avis au personnel ... (article 5 du projet).

Article 6.-

Les candidats doivent remplir les conditions pour la nomination ou la promotion à la date indiquée dans l'avis prévu à l'article 3.

Article 7.-

Les agents du rang 13 visés à la liste annexée au présent arrêté, peuvent être promus aux grades du rang 15, conformément aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat.

.../...

Article 8.-

Une carrière plane est instaurée au sein des services de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie pour les grades suivants :

a) ... (comme au projet article 8)

... .

Article 9.-

La nomination aux grades suivants classés au rang 22 est subordonnée à la réussite d'un examen :

1° vérificateur adjoint;

2° reviseur comptable,

3° moniteur principal,

4° traducteur.

La dispense de la première épreuve est accordée conformément aux conditions fixées par l'article 28, alinéa 7, ... (la suite comme au projet).

Article 10.-

Il est créé une Commission de vérification des aptitudes professionnelles.

La Commission est composée ... .

.../...

Pour chaque vérification, le président est autorisé à désigner un ou plusieurs experts.

La vérification a lieu individuellement suivant l'ordre dans lequel les candidats viennent en ordre utile pour la nomination par changement de grade.

Article 11.-

En application de l'article 27 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents de l'administration de l'Etat, sont réputées dirigeantes les fonctions qui correspondent aux grades suivants :

- analyste de programmation;

... (la suite comme au projet).

Article 12.-

(comme au projet).

Article 13.-

Le présent arrêté produit ses effets le 1er novembre 1980.

Toutefois, les dispositions qui régissent ... (la suite comme au projet)".

Het ontwerp heeft tot doel de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 januari 1975 aan te passen aan de jongste wijzigingen van de personeelsformatie van de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen en aan sommige wijzigingen betreffende de vlakke loopbaan en het examen voor bevordering tot de graden van rang 22.

Hierna zal een tekst worden voorgesteld voor het gehele ontwerp. Daarom wordt alleen commentaar gegeven ter verantwoording daarvan.

+

AANHEF.

In de aanhef moeten de diverse bepalingen van de koninklijke besluiten die voor het ontwerp grondslag opleveren, worden vermeld.

+

Geen enkele voorziening eist dat het ontworpen ministerieel besluit met redenen wordt omkleed.

Bovendien kan de considerans niet als een echte motivering worden beschouwd. De reden van het ontwerp geeft hij immers niet op.

+

Het slot van het eerste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"... inzonderheid op artikel 1, § 1, I, 4°, en artikel 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1973, 10 mei 1976 en 13 september 1979;".

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

De woorden "onverminderd de statutaire bepalingen van algemene aard, die de benoeming in de bedoelde graden regelen" moeten als overbodig vervallen. Het ministerieel besluit beperkt zich tot het uitvoeren van de bepalingen van diverse koninklijke besluiten.

Artikel 3.

De leesbaarheid van de artikelen 4 en 5 zou worden bevorderd als artikel 3 werd aangevuld wat de voorstellen betreft.

Naar aan de Raad van State is verklaard, moet het "bericht aan het personeel" uitgaan van de administrateur-generaal. Die verduidelijking zou in de tekst moeten worden aangebracht.

Artikel 6.

Het spreekt vanzelf dat de in het bericht vermelde datum niet willekeurig mag worden gekozen en niet mag vallen vóór de datum waarop het bericht ter kennis van de betrokkenen wordt gebracht.

.../...

Artikel 9.

De vermelding van de eerstaanwezend directiesecretaris moet vervallen. Artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 september 1979, regelt immers de toestand van de ambtenaar die eerstaanwezend directiesecretaris is.

Artikel 10.

Naar aan de Raad van State is verklaard, wordt de in deze bepaling bedoelde commissie opgericht krachtens artikel 66, derde lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Het verdient derhalve aanbeveling de tekst - zoals hierna wordt voorgesteld - niet zo te redigeren dat men zou kunnen denken dat de commissie reeds bestaat.

Volgens dezelfde verklaringen zouden de "technici" in zekere zin deskundigen zijn die niet tot de commissie, zelfs niet tot de administratie behoren; zij zouden de commissie met hun adviezen bijstaan.

Artikel 13.

Luidens dit artikel heeft het eerste gedeelte van de bepalingen van het ontwerp uitwerking met ingang van 1 november 1980. Die terugwerking is alleen geoorloofd voor

.../...

zover zij geen afbreuk doet aan verkregen rechten.

Het tweede gedeelte heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1976. Door hun onderwerp zelf lijken die bepalingen geen afbreuk te doen aan verkregen rechten. Een zodanige terugwerking moet echter uitzondering blijven.

De Regering heeft de Raad van State kennis gegeven van de sociale overwegingen die deze uitzondering verklaren.

In ieder geval moeten de woorden "treedt in werking op" worden vervangen door "heeft uitwerking met ingang van".

VOORGESTELDE TEKST.

"De Minister van Sociale Voorzorg,

De Minister van Pensioenen,

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 1, § 1, I, 4°, en op artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964 en 17 september 1969, inzonderheid op de artikelen 6, 20 en 72, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964 en 17 september 1969, inzonderheid op de artikelen 29, 33, § 2, 35, 39, 64 en 66;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen, inzonderheid op artikel 27, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 mei 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 januari 1977 houdende vaststelling van de bevoegdheden, in het Ministerie van Sociale Voorzorg, van de Minister van Pensioenen, inzonderheid op artikel 3, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 november 1977 ...

Gelet op het advies van de directieraad van de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen;

Gelet op het advies van het beheerscomité ...

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies ...

Gelet op het akkoord van onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 13 oktober 1980;

Gelet op het advies van de Raad van State;

BESLUITEN :

Artikel 1.-

De graden vermeld in kolom 2 van de bij dit besluit gevoegde tabel worden verleend volgens de benoemingswijze en de bijzondere voorwaarden welke in de kolommen 3, 4, 5, 6 en 7 van die tabel naast die graden zijn vermeld.

.../...

Artikel 2.-

De Minister van Sociale Voorzorg en de Minister van Pensioenen beslissen of in een vacante betrekking dient te worden voorzien.

Artikel 3.-

De administrateur-generaal brengt de vacature van een door verandering van graad of door bevordering te verlenen betrekking ter kennis van de voor benoeming in aanmerking komende personeelsleden, door middel van een bericht aan het personeel, dat aan ieder van hen tegen ontvangbewijs wordt overhandigd.

In de gevallen echter die in de bijlage zijn bepaald, doet de administrateur-generaal voor de graden van de niveaus 2, 3 en 4 voorstellen waarvan hij de voor benoeming in aanmerking komende personeelsleden kennis geeft.

Een exemplaar van het bericht aan het personeel of van het voorstel wordt bij een ter post aangetekende brief met ontvangbewijs gezonden aan de personeelsleden die om enige reden tijdelijk uit de dienst afwezig zijn.

Artikel 4.-

De sollicitaties, of de bezwaren tegen de in artikel 3 bedoelde voorstellen, moeten binnen tien dagen worden ingediend met een brief die ter post aangetekend wordt gezonden aan de administrateur-generaal of tegen ontvangbewijs afgegeven wordt aan de dienst van het personeel.

.../...

De gedagtekende en ondertekende sollicitatiebrief waarvoor een ontvangbewijs wordt afgegeven, vermeldt de naam, de voornamen en de graad van de gegadigde alsook de directie of de dienst waaronder deze ressorteert. Wanneer het bericht aan het personeel het voorschrift, bevat de sollicitatiebrief bovendien een uiteenzetting van de aanspraken die de gegadigde doet gelden.

Wanneer een betrekking vacant wordt gedurende de afwezigheid van een personeelslid, kan dat personeelslid solliciteren vooraleer die betrekking vacant wordt verklaard. Die sollicitatie is slechts een maand geldig.

Artikel 5.-

De termijn van tien dagen, bepaald in artikel 4, eerste lid, gaat in de eerste werkdag volgend op die waarop het bericht aan het personeel ... (voorts zoals in artikel 5 van het ontwerp).

Artikel 6.-

Gegadigden moeten de voorwaarden voor beroeming of bevordering vervullen op de datum die vermeld is in het bericht bedoeld in artikel 3.

Artikel 7.-

De personeelsleden van rang 13, bedoeld in de lijst die bij dit besluit is gevoegd, kunnen tot de graden van rang 15 worden bevorderd overeenkomstig artikel 39 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel.

.../...

Artikel 8.-

In de diensten van de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen wordt een vlakke loopbaan ingevoerd voor de volgende graden :

a) ... (zoals in artikel 8 van het ontwerp)
...

Artikel 9.-

Niemand kan tot de volgende graden van rang 22 worden benoemd tenzij hij geslaagd is voor een examen :

1° adjunct-verificateur;

2° revisor boekhouding;

3° eerste monitor;

4° vertaler.

Vrijstelling van het eerste examengedeelte wordt verleend overeenkomstig de voorwaarden bepaald in artikel 28, zevende lid, van het koninklijk besluit van ... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 10.-

Er wordt een Commissie voor onderzoek van de beroepsgeschiktheid ingesteld.

De Commissie bestaat uit ten minste drie personen, aangewezen door ...

Voor elk onderzoek mag de voorzitter een of meer deskundigen aanwijzen.

.../...

Het onderzoek heeft individueel plaats, in de volgorde waarin de gegadigden batig gerangschikt zijn voor de benoeming door verandering van graad.

Artikel 11.-

Overeenkomstig artikel 27 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen worden geacht leidinggevende functies te zijn de functies die overeenstemmen met de volgende graden :

- programmeringsanalist;
- hoofd-maatschappelijk assistent

... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 12.-

(zoals in het ontwerp).

Artikel 13.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 1980.

De bepalingen tot regeling van de bevordering door verhoging in graad volgens de regels van de vlakke loopbaan, tot de graden van ... hebben echter uitwerking met ingang van 1 januari 1976".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. KNAEPEN, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.